

COMMUNIQUE DE PRESSE

Pour pallier l'insuffisance de financement de la riposte au sida dans les pays francophones, l'ONUSIDA milite pour une responsabilité partagée

Un nouveau rapport souligne les progrès et les insuffisances de la riposte au sida et lance un appel aux pays et aux donateurs pour qu'ils augmentent leurs investissements.

KINSHASA, RDC, 12 octobre 2012 – Selon un nouveau rapport de l'ONUSIDA intitulé « *Point de décision de la Francophonie : Stopper les nouvelles infections au VIH et garantir les traitements pour tous* », les pays membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ont enregistré des progrès vers la réalisation des objectifs de la Déclaration politique sur le sida des Nations Unies de 2011. Les résultats varient considérablement et, parmi les pays subsahariens de l'OIF, les progrès tardent à venir dans des domaines clés tels que la prévention des nouvelles infections à VIH chez les enfants et l'intensification de la couverture des traitements anti-VIH.

Le Président Abdou Diouf, Secrétaire général de La Francophonie, note : « La fin de l'épidémie mondiale de sida apparaît aujourd'hui comme un objectif atteignable ». Il observe toutefois que « le présent rapport révèle aussi que les fruits du succès actuel ne sont pas équitablement partagés au sein de l'espace francophone, illustration de bon nombre des inégalités fondamentales qui existent à la fois au sein de l'espace francophone et dans le monde dans son ensemble. »

Selon le rapport publié à la veille du 14^{ème} Sommet de La Francophonie de Kinshasa, US\$ 2,6 milliards seront nécessaires en 2015 et chaque année ultérieurement pour financer la riposte au sida des pays subsahariens de l'OIF. Sur la base de l'évolution actuelle des investissements, on estime le déficit de financement à US\$ 1,5 milliard. Pour le combler, le rapport considère que les donateurs internationaux et les pays devront augmenter leurs contributions de façon significative.

« La communauté internationale doit honorer ses engagements envers l'Afrique francophone et les pays francophones à revenu élevé doivent agir en chefs de file » a déclaré M. Sidibé. « De même, les pays francophones à revenu faible et intermédiaire doivent accroître la part de leurs investissements en fonction de leur croissance économique et de la charge de la maladie ».

Pallier l'insuffisance de financement

Selon le rapport, les pays subsahariens à revenu faible ou intermédiaire de l'OIF ont les moyens d'accroître les ressources domestiques allouées à la riposte au sida en alignant l'augmentation des dépenses de santé sur la croissance économique et en réallouant des ressources investies dans la lutte contre le VIH en fonction de la charge de la maladie dans chaque pays.

Sur la base de ces hypothèses, les pays subsahariens de l'OIF pourraient augmenter d'au moins US\$ 120 millions leurs dépenses nationales allouées annuellement à la riposte au sida

d'ici à 2015, ce qui correspondrait à une augmentation de 70 % par rapport aux niveaux de financement actuels. Le rapport appelle les partenaires internationaux à combler le déficit restant qui représente environ \$ 1,4 milliard, ce qui correspondrait à une progression de 160 % par rapport aux engagements financiers actuels.

Traitement du VIH

On estime à 826 000 le nombre de personnes des pays à revenu faible ou intermédiaire de l'OIF bénéficiant d'un traitement anti-VIH en 2011, contre seulement 26 000 en 2003, selon le rapport. L'élargissement de l'accès aux traitements contre le VIH dans les pays de l'OIF a permis de réduire de près de 30 % les décès liés au sida entre 2004 et 2011.

Malgré des progrès remarquables, on estime à 970 000 le nombre de personnes qui attendent toujours un traitement vital contre le VIH dans les pays de l'OIF – ce qui représente 14 % de l'insuffisance de la couverture mondiale du traitement. En outre, on constate des disparités considérables au niveau de cette couverture : deux pays membres de l'OIF, le Rwanda et le Cambodge, ont atteint des taux de couverture du traitement antirétroviral supérieurs à 80 % alors que dans d'autres pays, ces taux sont inférieurs à 5 %.

Pris dans leur ensemble, les pays francophones d'Afrique sub-saharienne atteignaient en 2011 un taux de couverture du traitement contre le VIH de 43 %, contre 59 % pour les autres pays de la région non membres de l'OIF. Dans les pays subsahariens de La Francophonie, seulement une femme enceinte séropositive au VIH sur cinq a accès à un traitement antirétroviral pour sa propre santé et seulement 15 % des enfants éligibles au traitement en bénéficient.

Prévention des nouvelles infections à VIH chez les enfants

Les programmes de prévention des nouvelles infections à VIH chez les enfants se développent de façon dynamique en Afrique subsaharienne. Parmi les pays membres de l'OIF de la région, on estime à 34 % la diminution du nombre des nouvelles infections à VIH entre 2005 et 2011 – de 73 000 à 48 000.

Malgré les progrès, on évalue à 450 000 le nombre d'enfants qui vivent avec le VIH dans les pays subsahariens membres de l'OIF à revenu faible ou intermédiaire. Le pourcentage des femmes enceintes séropositives ayant reçu des médicaments antirétroviraux pour empêcher la transmission du VIH à leur enfant reste faible dans ces pays, à 36 %, contre 62 % dans les pays de la région non membres de l'OIF.

Une feuille de route pour accélérer les progrès

S'exprimant lors de la conférence de presse d'aujourd'hui, M. Michel Sidibé, Directeur exécutif de l'ONUSIDA, a instamment prié les dirigeants des pays francophones d'agir collectivement pour faire progresser la riposte au sida dans les pays membres de l'OIF. « L'heure est venue pour *La Francophonie* de prendre une décision » a déclaré M. Sidibé. « Si les efforts réalisés à ce jour sont louables, ils ne suffiront pas à nous mener au but final. Nous devons redoubler d'efforts en faveur de la riposte au sida et prendre des mesures déterminantes » a-t-il ajouté.

Pour les 29 pays francophones que compte l'Afrique, la *Feuille de route de l'Union africaine sur la responsabilité partagée et la solidarité mondiale* a défini les étapes requises pour assurer la gouvernance en matière de santé, le financement et l'accès aux médicaments, l'objectif étant de permettre aux pays de bâtir des ripostes au VIH pérennes. La *Feuille de route* – lancée sous

le leadership du Président Boni Yayi du Bénin – a été adoptée par les chefs d'État et de gouvernement africains en juillet 2012.

En 2011, on estimait à 3,1 millions le nombre de séropositifs au VIH dans les pays subsahariens de l'OIF à revenu faible ou intermédiaire, ce qui représente 10 % du nombre total de personnes vivant avec le virus dans le monde. La prévalence du VIH varie considérablement entre les pays membres d'Afrique subsaharienne – de moins de 0,3 % à 5 % de la population adulte.

[FIN]

Contact

ONUSIDA Genève | Saira Stewart | tél. +41 22 791 2511 | stewarts@unaids.org

ONUSIDA Kinshasa | Jeanne Seck | tél. +243 990 035 473 | seckj@unaids.org

ONUSIDA

Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) guide et mobilise la communauté internationale en vue de concrétiser sa vision commune : « Zéro nouvelle infection à VIH. Zéro discrimination. Zéro décès lié au sida ». L'ONUSIDA conjugue les efforts de 11 institutions des Nations Unies – le HCR, l'UNICEF, le PAM, le PNUD, l'UNFPA, l'UNODC, ONU Femmes, l'OIT, l'UNESCO, l'OMS et la Banque mondiale. Il collabore étroitement avec des partenaires nationaux et mondiaux pour que la riposte au sida donne les meilleurs résultats possibles. Pour en savoir plus, consultez le site unaids.org, et suivez-vous sur Facebook et Twitter.